

Rencontres avec le Gouvernement

LA MOBILISATION EST FORTE, ACCENTUONS LA PRESSION!

Face à la mobilisation grandissante des cheminots, le gouvernement a été contraint d'annoncer un nouveau cycle de rencontres avec les organisations syndicales. Après celle qui s'est tenue hier soir, une nouvelle rencontre a eu lieu ce matin.

Les fédérations syndicales CGT et SUD-Rail soucieuses de poursuivre le dialogue se sont rendues à ces rencontres porteuses des exigences exprimées par les cheminots et sur la base de la plateforme revendicative unitaire CGT-UNSA-SUD-Rail.

Nous avons rappelé au secrétaire d'Etat aux transports notre exigence d'une réforme du système ferroviaire public qui aille dans le sens de la réponse aux besoins de transports de la population et aux revendications des cheminots.

Nous avons exigé un autre projet de loi que celui (rédigé sous l'œil bienveillant de la Direction de l'entreprise) soumis au débat parlementaire la semaine prochaine. La CGT et SUD-Rail demandent une réforme qui permette :

- Une réelle réunification du système ferroviaire afin de mieux travailler ensemble avec de bonnes conditions sociales et de travail pour un meilleur service public voyageurs et marchandises, dans une entreprise unique, la SNCF ;
- Un traitement de la dette et du financement des travaux indispensables par des ressources nouvelles (contrairement à un accroissement de la productivité des cheminots comme annoncé dans le projet de loi) ;
- L'exigence d'aucune régression sociale pour les cheminots actifs et retraités et des garanties sur la pérennisation du statut (recrutements au statut, facilités de circulation, prestations familiales,...).

De plus, les sujets d'entreprise et plus particulièrement les questions d'emploi, de salaire, d'organisation de la production et de conditions de travail ont été évoqués avec le gouvernement pour demander l'ouverture rapide de réelles négociations avec la direction de la SNCF.

En ce sens, l'annulation de la table ronde salaire du 16 juin est significative du refus de la direction de mettre en œuvre un véritable dialogue social avec les représentants des cheminots. Cette posture de la Direction de la SNCF sous l'impulsion de son Président (militant inconditionnel de la réforme) se situe bien dans une volonté de démanteler le service public et de casser les acquis des cheminots.

A l'issue de la rencontre de mercredi soir, les fédérations syndicales avaient prévenu le secrétaire d'Etat que les cheminots ne se contenteraient pas de vagues promesses ou d'un renvoi vers d'éventuels amendements dans le cadre du débat parlementaire.

Les cheminots veulent un autre projet de loi.

La forte mobilisation des cheminots a contraint le Ministre à faire des annonces écrites. Parmi elles, le gouvernement évoque enfin la question liée au financement et au traitement de la dette à travers d'éventuelles nouvelles sources de financement avant la fin 2014. Ce point central, jusque-là occulté par le gouvernement vient légitimer notre exigence d'un véritable débat sur cet aspect fondamental du système ferroviaire.

Le reste des annonces, au regard du texte gouvernemental, comporte de nombreuses failles qui n'assurent pas un système ferroviaire unifié autour d'une entreprise intégrée : la SNCF. Le projet de loi demeure fortement néfaste pour le service public SNCF et les cheminots.

Face à cette situation, les fédérations syndicales CGT et SUD-Rail appellent les cheminots de tous collèges et toutes fonctions à poursuivre et à amplifier le mouvement.